



L'OTAN n'est pas seulement une alliance défensive, cela va de soi. Elle est également un instrument vital de la consultation politique en Occident, et cela est aujourd'hui plus vrai encore que même au moment de la Déclaration d'Ottawa émise par l'OTAN il y a 12 ans.

À cet égard, nous devons rendre hommage aux réalisations du Secrétaire général. Grâce à ses efforts inlassables pour favoriser des consultations franches et fertiles entre les Alliés, et au tact et à la sagesse dont il a fait preuve en présidant les discussions de l'Alliance, l'OTAN peut s'enorgueillir d'un bilan remarquable ces derniers temps à ce chapitre.

Nous nous réunissons aujourd'hui et demain dans un climat moins protocolaire qui témoigne des efforts considérables déployés par le Secrétaire général pour rehausser la qualité des discussions politiques entre les ministres des Affaires étrangères. Nous aurons plus que jamais le temps de discuter des questions qui préoccupent le plus les Alliés.

Parmi toutes ces questions, la plus importante est la gestion efficace des relations entre l'Ouest d'une part, et l'Union soviétique et l'Europe de l'Est d'autre part. La plus urgente est celle du contrôle des armements et du désarmement. Le terrorisme international et les conflits dans le tiers-monde sont également des sujets sur lesquels nous devrions nous pencher.

Il y a aujourd'hui une nouvelle volonté de coopération entre l'Est et l'Ouest, qui ne peut être que favorable à la paix si elle est bien exploitée. Mais la paix dont nous jouissons depuis tantôt 40 ans demeure tributaire d'une dissuasion qui continue de reposer sur un ensemble de forces en présence considérable.

C'est le paradoxe auquel nous sommes confrontés depuis la création de l'Alliance : Nous avons été obligés de nous doter de forces pour pouvoir contrer celles de nos adversaires et nous avons assuré ainsi notre défense.

Mais l'étape la plus importante reste à réaliser : Assurer notre sécurité à un niveau d'armement réduit. En fait, en matière de contrôle des armements et de désarmement, nous nous situons dans une période à la fois ambiguë et porteuse d'espoir.

La situation militaire ne plaît à personne. Les armements continuent de

s'accumuler. Ils sont de plus en plus sophistiqués. Et les enjeux sont à la fois tellement importants, et les négociations si complexes, que les progrès ne peuvent être que très lents.

Si l'on ajoute à cela que l'Union soviétique, par la voix de M. Gorbatchev, ne cesse de lancer ce que je voudrais appeler charitablement des « ballons d'essai », vous conviendrez qu'il est extrêmement difficile de se retrouver dans ce labyrinthe.

Mais l'opinion publique quant à elle exige des résultats immédiats et nous avons le devoir de répondre à son attente. Nous devons lui faire comprendre que les négociations de Genève sont vitales pour la sécurité du monde et que nous y sommes engagés avec ferveur, et avec la volonté d'aboutir.

À ce propos, je tiens à remercier publiquement les États-Unis pour la qualité des informations mises à la disposition des Alliés sur les négociations de Genève. Et j'en profite pour dire aux détracteurs professionnels de tous acabit, qui dénoncent trop facilement l'absence de consultation au sein de l'Alliance, qu'à aucun moment les États-Unis n'ont laissé leurs alliés dans l'ignorance sur le déroulement des négociations.

Nous sommes convaincus qu'il existe un terrain d'entente entre l'Est et l'Ouest, et les propositions occidentales sont essentiellement conçues pour le circonscrire de façon de plus en plus précise.

Nous invitons les pays de l'Est collectivement à les examiner comme telles. Nous sommes conscients des propositions soviétiques, mais nous croyons tout aussi fermement que l'URSS peut faire mieux et davantage.

Il est de toute première importance que les parties aux accords de contrôle des armements respectent pleinement les clauses de ces accords. Il est regrettable que l'attitude négative des Soviétiques à cet égard ait soulevé tant de questions que les États-Unis eux-mêmes ne se sentent maintenant plus obligés de respecter l'accord SALT II. C'est là une situation profondément alarmante et que nous avons espéré pouvoir éviter. Nous devons souhaiter un changement d'attitude de la part des Soviétiques et espérer que l'annonce faite par le Président Reagan le 27 mai ne mettra pas un terme au débat.

Nous avons ensemble, Est et Ouest confondus, une responsabilité collective à l'endroit de notre planète. L'accident de Tchernobyl a amplement démontré que les désastres écologiques ne connaissent pas les frontières internationales.

Nous offrons nos sympathies aux personnes touchées par cette catastrophe. J'ose espérer que l'Union soviétique acceptera notre invitation de travailler plus étroitement avec le reste du monde pour rendre plus sûre l'utilisation du nucléaire.

M. le Président, ce serait négligence de ma part que d'omettre ici la question du terrorisme international.

À la fin des années 1970, on comptait quelque 500 incidents terroristes par année; en 1985, on en dénombrait plus de 800. La grande majorité de ces incidents visaient les membres de l'Alliance et bon nombre, l'Alliance elle-même.

Mais, tout en déplorant les attentats qui se sont produits dans nos propres pays, nous devons aussi reconnaître la dimension internationale du terrorisme.

Notre réponse au terrorisme, et la façon dont cette réponse influe sur les relations au sein de l'Alliance, sont aussi importantes que le terrorisme lui-même. Nous voulons surtout éviter que le terrorisme international réussisse là où l'Union soviétique a échoué, c'est-à-dire nous diviser.

Nous devons donc faire fond sur la coopération déjà établie, tant au sein de l'Alliance même que dans d'autres forums, pour combattre efficacement ce fléau.

Il reste encore beaucoup à faire pour réconcilier l'Est et l'Ouest. Mais un premier grand pas a été franchi sur le chemin de cette réconciliation. Nous fondons de grands espoirs dans la prochaine rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev.

Il y a suffisamment de sujets sur lesquels l'Est et l'Ouest entretiennent un dialogue pour que soient accomplis des progrès substantiels, si la volonté politique existe.

Et plus encore, si notre cohésion et notre détermination demeurent intactes. Je crois que nous devons, ici à Halifax, réaffirmer notre solidarité aux yeux du monde et veiller ensemble à ce que toute nouvelle idée ou proposition